

59. m corp fraude génocide esclavage

Fraude de la Corporation municipale - Génocide et esclavage

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Fraude de la Corporation municipale --- Génocide et esclavage

Les sous-traitants fédéraux étrangers hébergés dans le district de Columbia sont des sociétés municipales. L'un est géré par la Couronne britannique et l'autre est géré par le gouvernement de la ville.

Comme le montrent les informations déjà fournies, ces deux sous-traitants de la société municipale ont été criminellement mal gérés, tous deux ont été immunisés contre la correction, tous deux ont répété divers stratagèmes de fraude historiques, tels qu'une variation du programme d'obligations de fond - qui démontre la préméditation, les deux ont promu une législation préparatoire à l'appui de ces activités illégales et immorales, les deux ont comploté contre leurs employeurs réels - le peuple américain, tous deux ont empiété sur la paix publique pour promouvoir les conflits mercenaires illégaux en tant que guerres, tous deux ont déformé leurs employeurs les membres de leurs propres citoyens, ont tous deux conspiré pour se soustraire à leurs obligations en vertu des constitutions qui les ont créées et qui leur permettent d'exister, ont tous deux violé les dispositions de la loi sur la résidence et des traités sous-jacents, et tous deux ont agi en violation flagrante de la confiance et violation de leurs contrats de service et ont agi en mauvaise foi.

Nous souhaitons que ces sociétés municipales tout à fait criminelles soient financées et empêchées d'avoir plus accès à notre crédit et que toutes les fiducies publiques et les fiducies bancaires et les comptes contenant nos actifs soient dissous en notre faveur et mis à notre disposition.

Nous souhaitons une transition rapide et sûre des actifs et du personnel essentiel au contrôle de notre gouvernement actuel et la liquidation de toutes les agences non essentielles en notre faveur

et à notre avantage.

Nous souhaitons la liquidation immédiate du Bureau fédéral d'enquête et de son clone municipal, le FBI, INC., Qui sont mal informés et mal dirigés pour nuire à leurs employeurs réels.

Nous souhaitons la liquidation immédiate du soi-disant ministère de la Justice et de son homologue connu sous le nom de DOJ, INC., Une autre société municipale constituée, mise en place en tant que sous-traitant des sous-traitants municipaux hébergés dans le district de Columbia. Ce «département» faisait partie de la fraude commise par la Scottish Commercial Corporation dba «The United States of America, Inc.» et il ne sert pas notre intérêt public; il a servi l'intérêt du Scottish Interloper en tant qu'entrepreneur de services juridiques interne payé aux frais publics et n'est plus nécessaire.

Nous souhaitons que nos comptes d'actifs et de crédit du gouvernement national soient débloqués et que nos comptes de crédit et d'actifs physiques individuels soient débloqués, et que notre crédit et nos actifs soient généralement indisponibles, sauf en particulier, pour les dépenses liées directement à la défense de nos frontières et la sécurité de notre peuple à la maison dans leurs États-nations.

Nous souhaitons la liquidation immédiate des deux sociétés de partis politiques, la DNC et RNC et leurs homologues territoriaux, qui organisent des élections aux actionnaires de sociétés privées en tant que subterfuge criminel pour inciter les gens à "s'inscrire" en tant que "électeurs" au lieu de prendre des mesures en tant qu'électeurs.

Leurs diaporamas ont également servi à masquer le manque d'élections de fonctions publiques, de bureaux usurpés ou laissés vacants, une obscurcissement criminel servant à perpétuer l'occupation illégale, illégale et immorale de notre pays.

Nous souhaitons que les sociétés municipales qui restent en activité dans le but de défendre notre peuple et d'autres biens physiques et matériels aient une compréhension claire de qui elles travaillent et connaissent les limites légales et légales et morales de leur emploi.

Comme nous l'avons vu, la criminalité incontrôlée de ces sociétés municipales complices a conduit d'un stratagème de fraude à un autre; il ne devrait surprendre personne que cette criminalité ait récemment entraîné le pire stratagème de fraude à ce jour: un plan pour tirer profit du génocide en encaissant des «annuités de valeur de la force de vie» et en laissant des polices d'assurance-vie basées sur des intérêts de propriété frauduleux en place, soutenu par un plan visant à revendiquer les survivants du génocide en tant qu'organismes génétiquement modifiés, littéralement détenus par les détenteurs de brevets des restes d'ARNm génétiquement modifié et d'agents de livraison de polymères lipidiques injectés secrètement dans les victimes.

Ce plan grotesque, même ouvertement appelé "la solution finale" par Bill Gates et les hommes de main nazis affiliés à OTAN, Inc., a été de nombreuses années à l'élaboration et a impliqué la collaboration des deux sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et de leurs franchises et banques.

La participation pure et simple dans notre «Valeur de la force de vie» et les bénéfices de fraude à l'assurance résultant de fausses réclamations de propriété ont été perçus par le prince Philip auprès du GOUVERNEUR D'OTTAWA en avril 2017 et s'élevaient à \$ 950 billions de dollars de bénéfices résultant de la mort de toutes les personnes de franchise de fiction juridique territoriale britannique créées entre 1860 et 20. Ce transfert a aidé et encouragé le dépouillement des actifs avant la faillite des actifs de la Société municipale supervisés par le GOUVERNEUR D'OTTAWA, OTTAWA fonctionnant comme un autre soi-disant «enclave fédéral»".

Les polices d'assurance-vie souscrites à tous les Américains et Canadiens sous le faux prétexte de propriété fourni par le programme de conversion illégal et la prolifération des franchises municipales nommées d'après les Américains et les Canadiens, ont été laissées en place pour être récoltées plus tard - en tant que victimes du génocide prévu est décédé, les coffres des criminels seraient réapprovisionnés avec l'argent provenant des polices d'assurance-vie non divulguées que les mêmes criminels ont mises en place en utilisant les mêmes réclamations de propriété fondées sur la fraude.

Ces manœuvres ont permis aux auteurs de cacher et de protéger leurs bénéfices en tant qu'actifs privés - notez que le prince Philip s'est retiré de la vie publique trois jours après le transfert - et de maintenir la fraude à l'assurance contre les personnes vivantes utilisées comme biens publics.

De toute évidence, les anciens stratagèmes de fraude approchaient également de la fin de leur espérance de vie, car les documents publics et les documents commerciaux faisaient l'objet de recherches et de découvertes actives par notre gouvernement national.

Les auteurs avaient besoin de quelque chose de nouveau, d'une nouvelle base pour affirmer un intérêt de propriété publique pour leurs victimes, alors ils ont eu l'idée de polluer secrètement le génome naturel de l'humanité et de "surécrire" la revendication de Dieu en tant que créateur de notre ADN individuel, en utilisant un morceau d'ARNm génétiquement modifié qui serait inséré à l'insu de la victime et qui entraînerait une revendication de cent ans pour que les titulaires de brevets de la Municipal Corporation possèdent littéralement les "produits" en tant qu'organismes génétiquement modifiés.

Ceux qui sont morts à la suite des injections seraient rentables en tant que réclamations d'assurance-vie, ceux qui ne sont pas morts seraient précieux en tant qu'esclaves OGM, et ceux qui étaient simplement mutilés par les injections fourniraient des bénéfices aux franchises de la Medical Industry Municipal Corporation pour décennies à venir.

La véritable valeur de la vie humaine individuelle a été totalement écartée dans ces calculs profanes; le caractère criminel de ces sociétés municipales axées sur le profit et le caractère illégal de leurs activités sont pleinement exposés.

Les auteurs ont mis en place une législation préexistante pour accélérer leur planification prospective --- en 1986, le Congrès territorial a tenu les fabricants de vaccins à l'abri de toute responsabilité résultant de leurs produits vaccinaux. Cela a été fait pour que les sociétés pharmaceutiques ne soient pas responsables de la production de vaccins, peu importe ce que ces vaccins pourraient contenir.

Comme nous l'avons vu, Big Pharma a finalement produit une purée chimique de poisons, des œufs de parasite, une nanotechnologie auto-assemblée et un morceau génétiquement modifié d'ARNm nocif, et l'a commercialisé comme un vaccin pour prévenir une maladie infectieuse qui, selon les mêmes auteurs, a nommé Covid-19.

Ces mensonges grossiers racontés au grand public et les mesures législatives d'autoprotection parlent d'eux-mêmes, en particulier dans le contexte de leurs abus antérieurs de leurs employeurs américains. Il explique également pourquoi le seul recours offert pour ce contrat d'interruption de confiance et de service brut est enterré dans la loi sur la protection des consommateurs et administré par la FCC, INC.

La fraude a été couronnée lorsque le président de la Société territoriale Trump et le président municipal Joe Biden ont acheté des milliards de dollars de ces "vaccins" et les ont imposés à leurs employés réels et au grand public sous la couleur du droit, en utilisant les décrets et les mandats, etc. --- et tous ces profits de dépenses personnelles et de "guerre" ont été facturés contre nous, en tant que dépenses publiques, afin que les victimes soient à nouveau obligées de payer leurs propres blessures et décès.

Nous avons vu suffisamment de ces prétendus fonctionnaires et de leurs partis politiques étrangers pour durer toute la vie et nous ne voulons plus les voir.

Nous souhaitons que ces sociétés municipales soient confisquées ou liquidées, comme le dictent le mieux les préoccupations de sécurité des personnes vivantes, remises à notre gouvernement national légal, et que tous les aspects des stratagèmes délibérés de génocide et d'assurance et de fraude à la propriété soient démantelés et supprimés avec pour toujours.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

14 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #2

Created 30 March 2024 23:05:33 by Bryan

Updated 31 March 2024 00:17:43 by Bryan